



Administrateurs en exercice : 13	
<b>Administrateurs présents :</b>	10
- Dont Administrateurs représentés :	2
<b>Administrateurs absents :</b>	5
<b>Suffrages exprimés</b>	12
<b>Vote :</b>	
- Pour :	5
- Contre :	0
- Abstentions :	10
<i>Date de la convocation : 18 juin 2026</i>	

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DELIBERATION N°26-30.06/040**

**Portant renouvellement de la une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du Comité Social Territorial local à MARTINIQUE TRANSPORT**

Le 30 juin 2026 à 10H00, le Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT s'est réuni dans ses locaux administratifs, Centre d'Affaires Agora 1 - Bâtiment A - Etang Z'Abriocot - 97200 Fort-de-France, sur convocation de son Président, Monsieur Arnaud RENE-CORAIL, effectuée conformément à l'article 6.1.7 des statuts.

**Etaient présents :**

**Pour la CTM :**

- Monsieur Arnaud RENE-CORAIL (*Président du Conseil d'Administration*) ;
- Monsieur Daniel MARIE-SAINTE ;
- Monsieur Claude LISLET ;

**Pour la CACEM :**

- Monsieur Miguel MARIE-LUCE, suppléant de Didier LAGUERRE ;
- Monsieur Daniel CHOMET (*visioconférence*) ;

**Pour la CAESM :**

- Monsieur Serge SAINTE-ROSE ;

**Pour CAP Nord :**

- Monsieur Justin PAMPHILE (*visioconférence*) ;
- Monsieur Gilbert COUTURIER (*visioconférence*) ;

**Etaient absents :**

**Pour la CTM :**

- Monsieur Louis BOUTRIN ;
- Monsieur Olivier MARIE-REINE ;
- Monsieur Jean-Claude DUVERGER,

**Etaient absents et représentés :**

- Monsieur Charles CHAMMAS, pouvoir donné à Monsieur Arnaud RENE-CORAIL ;
- Monsieur Fred-Michel TIRAULT, pouvoir donné à Monsieur Serge SAINTE-ROSE ;

**Etait invité et absent :** le Comptable Public, Madame Marie OSTALIE – MORVILLIER.

**Assistaient également à la séance** les membres de l'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, notamment l'article 28 ;

Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer et notamment son article 37 ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer et notamment son article 45 ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération n° 16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096 2015 en date du 7 octobre 2015 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52/2016 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord) n° CC-22-072016/114 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CG/9494-15 en date du 29 octobre 2015 ;

Vu la délibération n° 16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique Transport, publiée au Journal Officiel de la République Française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632510X ;

Vu les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT modifiés par délibération n° 21-04.08/032 du 4 août 2021 ;

Vu le Règlement Intérieur de MARTINIQUE TRANSPORT modifié par délibération n° 21-04.08/033 du 4 août 2021 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 21-373-4 du 9 juillet 2021 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 21-435-2 du 30 septembre 2021 portant complément de la désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu l'arrêté n° 25-PCE-297 portant désignation de Monsieur Arnaud RENE-CORAIL pour représenter le Président du Conseil Exécutif au sein du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu la délibération n° 2026.00041 du 16 avril 2026 de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de Martinique ;

Vu la délibération n° 05.00060/2026 du 29 avril 2026 de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;

Vu la délibération du 7 mai 2026 de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération n°22-02.06/022 du 2 juin 2022 portant création d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du Comité Social Territorial local à MARTINIQUE TRANSPORT

Vu la délibération n°26-30.06/039 du 30 juin 2026 portant renouvellement du Comité Social Territorial ;

Vu l'avis de l'organisation syndicale USAM TRANSPORT de créer la Formation Spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du Comité Social Territorial ;

Vu l'avis de l'organisation syndicale CGTM SGAFP de créer la Formation Spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du Comité Social Territorial ;

Considérant que les collectivités et les établissements publics territoriaux employant moins de 200 agents peuvent créer, par délibération, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail lorsque des risques professionnels particuliers le justifient,

Considérant qu'à l'instar du Comité Social Territorial, la Formation Spécialisée comprend des représentants du personnel et des représentants élus de l'établissement ;

Considérant que le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants siégeant au sein de la Formation Spécialisée doit être le même que le nombre de représentants titulaires et suppléants du personnel siégeant au Comité Social Territorial auquel il est rattaché ;

Vu le rapport du Président du Conseil d'Administration ;

## **ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT**

**Article 1 :** Le Conseil d'Administration décide de renouveler la Formation Spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail rattachée au Comité Social Territorial créée par la délibération n°22-02.06/022 du 2 juin 2022, en raison des risques professionnels particuliers auxquels les agents sont exposés ; assurant le maintien des missions exercées dans le cadre de la précédente mandature.

**Article 2 :** Le Conseil d'Administration décide de modifier l'article 2 de la délibération n°22-02.06/022 du 2 juin 2022 et de fixer le nombre de membres de la Formation Spécialisée de la manière suivante :

- 5 représentants titulaires du personnel,
- 5 représentants suppléants du personnel,
- 5 représentants élus titulaires de l'établissement,
- 5 représentants élus suppléants de l'établissement.

Les autres dispositions de la délibération n°22-02.06/022 du 2 juin 2022 restent en vigueur.

**Article 3 :** Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur après les élections professionnelles du 10 décembre 2026.

**Article 4 :** Le Conseil d'Administration donne mandat au Président du Conseil d'Administration pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


**Article 5 :** La présente délibération du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication de son intégralité sous forme électronique et d'une mise à la disposition du public, sur le site internet de l'établissement.

**Article 6 :** La présente délibération du Conseil d'Administration entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat.

Ainsi délibéré et adopté par le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres, avec dix (10) voix pour, en sa séance du 30 juin 2026.

**Pour extrait certifié conforme,  
Fort-de-France, le - 3 JUL. 2026**

Le Président du Conseil d'Administration  
de Martinique Transport

  
**Arnaud RENE-CORAIL**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois, adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)."